



Faut-il un aéroport à Notre-Dame-des-Landes ? Face à face entre Aymeric Seassau et François De Rugy

Page 4 et 5

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 946

20 décembre 2012

prix : 0,70 €



Industrie

Florange, Basse-Indre :
Même combat

2

Congrès

Choix de la base commune,
les communistes
ont voté

3

La Navale a de l'avenir



L'appel dépasse
les 1000 signataires

3

Basse-Indre

Ne laissons pas Mittal
dépecer la sidérurgie

5

Nantes 2030

Interview du directeur
de l'AURAN

6

Finances publiques locales

Les élu(e)s communistes
du partement
pour des mesures
alternatives à l'austérité

6

L'OTAN va déployer des missiles Patriot en Turquie, le long de la frontière syrienne...

Il s'agit de « renforcer les capacités de défense aérienne de la Turquie afin d'assurer la défense de sa population, de son territoire et de contribuer à la désescalade de la crise ». Il ne s'agit, bien entendu, en aucun cas, du premier pas vers une opération offensive contre la Syrie. La décision a été prise à Bruxelles au lendemain de révélations sur l'éventuelle préparation d'armes chimiques par le régime de Damas. Barack Obama, les ministres français, allemand ou britannique des affaires étrangères, ont jugé « totalement inacceptable » un éventuel usage par les syriens de cet arsenal qui demande une identification irréfutable... si l'on veut éviter de réitérer la même erreur... que pour l'Irak ! Officiellement, l'OTAN le nie, mais des plans d'urgence visant à anéantir ces armes ont été élaborés. Le Pentagone estimerait à 75.000 le nombre de soldats nécessaires pour une telle opération. Il faudra, selon les experts, entre six et dix semaines (début 2013) pour déployer les missiles qui seront fournis—et payés—par les trois seuls pays en possédant, les Etats-Unis, l'Allemagne et les Pays-Bas. En conséquence, le gouvernement allemand va approuver le déploiement de 400 soldats de la Bundeswehr en Turquie aux frontières syriennes. Pendant ce temps là M. Barroso recevait le prix noble de la Paix attribué complaisamment en 2012 à l'Union européenne...

L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par Aymeric SEASSAU

Avec l'accord signé avec Mittal, le gouvernement vient de rater un rendez-vous majeur avec le monde ouvrier alors que les salariés du pays, acteurs de la victoire de Mai



étaient en droit d'attendre d'autres choix que le pacte de compétitivité.

Au lendemain de la défaite de Sarkozy, les politiques mises en œuvre par le gouvernement PS/EELV favorisent la résignation à gauche.

Et c'est dans ce contexte que les résultats de la consultation des communistes prend tout son sens. En adoptant à 73,15% des suffrages exprimés le texte proposé par le conseil national « Il est grand temps de rallumer les étoiles - Humanifeste du Parti communiste à l'aube du siècle qui vient », ils se sont rassemblés massivement. C'est plus vrai encore en Loire-Atlantique où ce choix a été celui de plus de 4 communistes sur 5. Ce texte devient donc le bien commun de tous les communistes qui vont désormais s'attacher à l'enrichir, à le mettre en débat pour le rendre mieux encore porteur de toutes leurs ambitions. Une ambition pour émanciper le pays et l'Europe du carcan sinistre de l'austérité libérale imposée par les puissances de marché pourtant à l'origine de la crise économique. Une ambition pour la gauche aujourd'hui mise en danger par les

L'Humanifeste devient le bien commun de tous les communistes qui vont désormais s'attacher à l'enrichir, à le mettre en débat pour le rendre mieux encore porteur de toutes leurs ambitions

choix actuels du pouvoir comme en témoignent la série d'élections partielles du week-end caractérisée par une démobilité de l'électorat de gauche et une forte progression de la droite en pleine crise de l'UMP. Une ambition de rassemblement avec un Front de Gauche ouvert à toutes celles et tous ceux qui veulent gagner le changement en construisant ensemble l'alternative à l'austérité. Une ambition pour le Parti communiste français quasi centenaire et pourtant si jeune au moment même où la crise indique combien l'invention dans l'action d'un après capitalisme reste d'une brûlante actualité.

Dans une période qui conjugue colère et espoirs, rassemblements et fragmentations, urgences et long terme, les communistes engagés dans l'action quotidienne, dans les luttes et tous les échelons institutionnels ont besoin de prendre le temps du recul, du débat et de l'analyse dans la souveraineté et l'expression de chacune et chacun. Au travail !



Florange, Basse-Indre ... même combat !

« L'Europe n'a pas de politique industrielle. Sa ligne de conduite est que seul le marché décide qui doit vivre ou mourir. Si cette tendance n'est pas inversée, nous serons au cœur d'énormes difficultés, qui se traduiront par de nouvelles et massives suppressions d'emplois. L'industrie doit être socialement utile pour développer les territoires ». (Jacky Héning député européen PCF à la présentation du plan pour l'industrie française Lille 24.XI.2012) Si les ambitions des communistes sont fortes concernant la question industrielle, c'est que leur diagnostic est tranché : « Un pays sans usine est un pays mort ». Dénonçant la stratégie des niches qui a permis aux grands groupes du CAC 40 de faire de juteux profits en affaiblissant la cohérence du tissu industriel français, Pierre Laurent en appelle à un « redéploiement des grandes filières et à un coup d'arrêt immédiat face aux prédateurs ».

Lakshmi Mittal en est un bon exemple. Son empire le N°1 de l'acier mondial l'a fondé en faisant des coups, et en portant des coups ! Sa spécialité c'est le rachat d'entreprises en difficulté au Mexique, au Canada, en Afrique du Sud aux Etats-Unis. Devenu leader mondial en 2004 en fusionnant avec l'américain International Steel Group, il conforte sa place en 2006 en rachetant par une OPA hostile Arcelor, le 2ème groupe sidérurgique du monde : ArcelorMittal avec 260.000 salariés est né, malgré l'opposition des gouvernements français, espagnol et luxembourgeois. Depuis il usurpe les profits considérables de l'entreprise et utilise les aides publiques pour gonfler les dividendes.

De vous à moi

Les médias orchestrent la société du spectacle...et « la caravane passe ! ». Ils voudraient nous faire avaler que l'important c'est le montant du chèque que DSK a dû verser à sa victime, et déplorent avec des accents dramatiques dans la voix : « On ne saura vraisemblablement jamais la vérité sur ce qui s'est vraiment passé dans la chambre 2806 du Sofitel ». En boucle, toutes les heures ! C'est vrai que c'est une question qui empêche de dormir au moins la moitié de la France. Ah une « nouvelle » nouvelle ! Depardieu beurré comme un petit lu, accidenté avec 1,7 g...ou bien les raisons de son exil fiscal en Belgique, au choix. N'en jetez plus ! La poubelle de l'Histoire est pleine des infos dérisoires que presse, radios et télévisions nous déversent pour masquer les réalités économiques et sociales d'une société capitaliste pourrissante. « Un jour viendra couleur d'orange » disait le poète, ou le radio-réveil commencera la journée par « A Basse-Indre blocus complet à l'usine d'Arcelor... ».

Sa stratégie de prédation financière se fait au détriment des conditions de travail, de l'environnement et de l'investissement dans la recherche. Il va là où la rentabilité est immédiate, lâche l'acier pour se jeter sur le minerai de fer, ferme des sites en France et en Belgique.

Tout est dit et donne l'ampleur de l'enjeu de la bataille de Florange et Basse-Indre. André Chassaigne, député (PCF) et président du groupe de la Gauche démocrate et républicaine souligne pour sa part le caractère particulier de la maîtrise de l'industrie sidérurgique « surtout quand on mesure ce que pèse la sidérurgie dans de multiples domaines comme l'automobile, la navale, le ferroviaire, toutes les industries métallurgiques ».

Les choix de François Hollande et de son premier ministre en cédant sur tout, devant Mittal sont venus parachever un sentiment de colère jusque sur les terres de sa circonscription à Basse-Indre!

Le rassemblement dans l'unité de l'intersyndicale doit être le moteur de la mobilisation. Tous ceux qui le souhaitent peuvent s'y greffer. L'élargissement nécessite d'être présent à leurs côtés, et de décider avec eux. Dans ce combat, celui de tous les salariés, les ouvriers veulent se servir de toutes leurs armes, y compris le relais politique. Depuis le soutien des militants du front de gauche et au-delà, avec les élus socialistes qui contestent les reniements du président qui ne s'est pas doté d'un arsenal législatif contre les prédateurs. L'objectif est de créer un rapport de forces qui permette de ouvrir le dossier. C'est le peuple qui doit exiger la rupture avec le social-libéralisme.

En bref

Trop forts ces coréens du nord !

Lu dans Presse Océan «Pyongyang lance sa fusée en catimini : la Corée du Nord a encore pris ses ennemis à contre-pied, en expédiant dans l'espace une fusée que l'on disait défectueuse et... démontée, mettant en échec les services de renseignement les plus affûtés. » Washington a dénoncé un « acte hautement provocateur ». Poids du satellite...100 kilogrammes !

U. E : fuite en avant :

Attention à la com. ! Selon les médias, le pire est derrière pour la crise de l'euro, parce que les 6000 banques de l'Union vont passer sous le contrôle de la BCE. Si c'est un pas en avant qui renforce le fédéralisme, c'est un pas en arrière au détriment des nations souveraines. Quant à la crise, la vraie, celle du chômage, des licenciements, des blocages de salaires, de l'austérité... cette crise là elle empire.

Des sous pour les grecs !



La mère de l'ancien premier ministre grec Papandréou figure sur la liste des 2000 « évadés fiscaux » grecs, détenteurs de comptes en Suisse. A 89 ans, Margaret aurait 550 millions d'euros. Y-a pas de petites économies pour payer la dette !

Nicolas Hulot : le vert va gâter le fruit...

Le Président Hollande a fait du VRP des produits Ushuaia un ambassadeur de l'écologie. « A un moment où mon action s'essouffait... cette mission me donne accès à des décideurs politiques de premier plan. Je veux mettre de l'huile dans les rouages ». Ce serait pas de l'huile sur le feu qu'il a voulu dire..?

Cohn-Bendit à l'UMP !

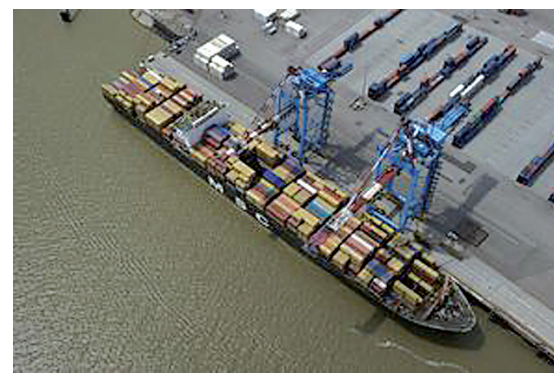
Dany a croisé au parlement européen, Brice Hortefeux.: « tu devrais rejoindre l'UMP, maintenant que tu as quitté les Verts, c'est là que ça se passe », faisant allusion au pugilat à droite. « Pour l'instant, je préfère rester indépendant! » a répondu le libéral-libertaire qui n'a pas tout à fait terminé son parcours politique...

Accord de coopération entre le port de Nantes-Saint-Nazaire et le port Chinois de Qingdao.

Cette agglomération chinoise de 8 millions d'habitants est un port immense. Sur les quais, des dizaines de milliers de conteneurs empilés sur de larges allées, avec des grues capables d'en transporter jusqu'à 18.000 !

A Qingdao, aux côtés de Jacques Auxiette, président du conseil régional des Pays de la Loire, Jean-Pierre Chalus a signé un accord de coopération avec Chang Dechuan président du deuxième port de Chine après Shanghai.

Les échanges commerciaux depuis trois ans entre les deux villes ont augmenté de 184 % ! Cet accord va notamment nous permettre de développer le trafic du bois, troisième secteur industriel de la région. Grâce à un investissement de 40 millions d'euros, le port de l'Atlantique, qui génère plus de 26.000 emplois dans l'Ouest, disposera en 2015 de 350 m de quais supplémentaires pour arriver à un linéaire total de 1200m. Il pourra accueillir des navires de 8000 conteneurs.



En Loire-Atlantique

3



« Il est grand temps de rallumer les étoiles... »,

Base commune de discussion pour le 36ème congrès du PCF

Les 14 et 15 décembre dernier les communistes étaient appelés aux urnes pour choisir la base commune de discussion du 36ème congrès qui se tiendra du 7 au 10 février prochain à Aubervilliers. Sur le plan national, 54,19% des inscrits se sont déplacés pour

exprimer leur choix. Parmi les 4 textes soumis au vote, le choix des communistes s'est majoritairement porté sur le texte proposé par le Conseil National du PCF : « Il est grand temps de rallumer les étoiles - Humanifeste du parti communiste à l'aube du siècle qui vient ». Ce texte remporte 73,15% des suffrages et arrive en tête dans 92 fédérations. Les autres textes, le texte alternatif 1 : « Unir les communistes pour un PCF de combat, marxiste, populaire et rassembleur » a obtenu 11,08%. Le texte alternatif 2 : « combattre l'austérité en finir avec le capitalisme », 9,95%; le texte alternatif 3 : « Un parti résolument communiste dans l'affrontement de classe ni abandon ni effacement », 5,82%. Les votes blancs ou nuls, quant à eux, représentent 3,01%

des suffrages.

Sur le plan départemental, en Loire-Atlantique, 65% des communistes inscrits ont participé au vote. La très grande majorité d'entre eux, 84,7% ont fait le choix de la base commune adoptée par le CN puis, 5,5% pour le texte alternatif 1, 7,8% pour le texte alternatif 2 et 1,9% pour le texte alternatif 3.

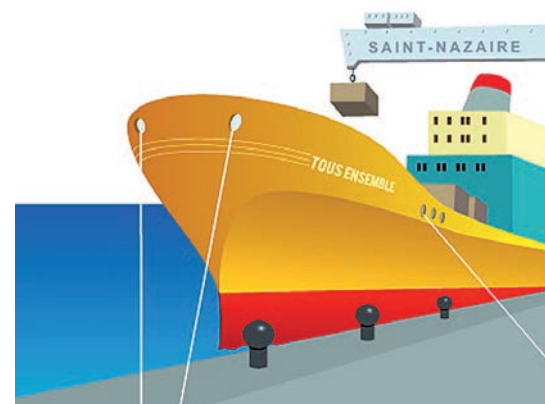
Avec ce choix c'est désormais une nouvelle phase du congrès qui s'ouvre. Loin de clore le débat, ce vote annonce un travail de réflexion et d'enrichissement du texte désormais commun à l'ensemble des communistes. Débats qui vont se poursuivre dans les travaux des communistes en cellule ou en section jusqu'aux prochains congrès de sections.

La construction navale à de l'avenir : 1000 personnes et personnalités du département le défend

C'est tout le département qui se mobilise pour l'avenir de la construction navale à Saint-Nazaire. Plus de mille personnes ont déjà signé l'appel à la suite d'une cinquantaine de personnalités politiques et syndicales qui demandent : une intervention forte et déterminée de tous les acteurs (STX France, Etat, collectivités) pour renforcer la place de la France dans le capital d'STX, mais aussi des investissements de haut niveau et la défense de tous les emplois dans la navale. Partout dans le département les communistes multiplient les initiatives à l'image des communistes de la cellule de Pontchâteau qui ont lancé l'initiative -porté également par les forces du Front de gauche- d'une lettre pétition en direction du Président de la République où ils demandent un plan industriel pour répondre aux besoins en matière de transport maritime (par le renouvellement des flottes de Ferry, la construction de

méthanier ou de poseurs d'éoliennes, des incitation fiscales...). Ils insistent bien entendu, sur l'urgence de la diversification et d'une politique maritime qui permette de développer le transport maritime et fluvial, de remplacer les innombrables bateaux poubelles; une nouvelle politique qui ne pourra se faire sans l'Etat et sans discussion avec les organisations syndicales.

Au même moment, le 12 décembre dernier, la CGT mobilisait près de 200 salariés des chantiers pour que chaque acteur (direction, Etat, collectivités) prenne ses responsabilités à l'heure où la situation est de plus en plus préoccupante. La CGT demandera également aux élus de se positionner clairement sur la navale nazairienne. La direction quant à elle reste silencieuse, mais le département se mobilise pour sauver son fleuron industriel.



SEASSAU AYMERIC, ROBIN MARIE-CLAUDE, MERCIER ISABELLE, GRALEPOIS ALAIN, MAHE SABINE, BATTEUX JOEL, HUDE DIDIER, BRUNACCI JEAN, BOUILLE MARIE-ODILE, VAUGRE-NARD YANNICK, RICHARD GILLES, DAVID FABRICE, BOURGUENOLLE GERARD, DAVID ROGER, ANDROMAQUE KATELL, AUFFRET ANNE, BAUDET MARIE CHRISTINE, BIZEUL EMMA-NUELLE, BONTEMPS GILLES, CAUCHY SYLVIE, CHESNAIS LAURETTE, CLEMENT PASCALE, COCHIN JULIE, COTONNEC ANNAIG, COTTA CHRISTOPHE, DAVY JACQUES, DELAHAIE HUBERT, DENIS PHILIPPE, DESNOS FRANCINE, DEVEDEC YVES, GUILLE MARCEL, GROSSDOY AUGUSTIN, HOTTELARD JEANNINE, LE BAIL CHLOE, LE-BRONZE MARCEL, LEMAITRE MICHELE, MAHE VERONIQUE, MAHOUR KADA, MANARA ALAIN, NORVAL DOMINIQUE, PERRON OLIVIER, PONTAC PASCAL, PROVOST ERIC, RAY MICHEL, RENEVOT YVON, RICORDEAU YVAN, ROUSSEL FABRICE, SAMZUN DAVID, SAULNIER CHRISTIAN, THOUZEAU ERIC, ANDRE KARINA, AUFORT CLAUDE, BENATRE MARIE-ANNICK, BEYER CHANTAL, BIZET MARIE-RENEE, BOIFFARD JEAN-CLAUDE, BOLO PASCAL, BOUALEM CHRISTIAN, BOUE MAURICE, BOUTET MICHEL, BRIAND GILLES, BRUNEAU NATHALIE, BUFFET MARIE-GEORGE, CHENE NADINE, CHEVRIER MARYVONNE, DELALANDE MIKAEL, DENAUD LAURIANNE, ESCOLUTE DOMINIQUE, FLORENCEAU GILLES, FOUGERE SEBASTIEN, GOUTY MICHEL, GUEVEL VIVIANE, GUINCHARD JEAN-LUC, GUISENEUF RENEE, HALGAND JEAN-CLAUDE, HALGAND MARIE-ANNE, HERVY FRANK, JUSLEBOSSE MARIE-THE, JUSTY MARC, LANNUZEL RAYMOND, LE BARILLEC DANIEL, LE DAHERON RAYMOND, LE HYARIC PATRICK, LEGAL JEANINE, LEGOLF JOEL, LEMERLE LIONEL, LERAY GERARD, LEROUX MARYVONNE, MAHE ANNE, MAHE-VINCE DOMINIQUE, MARCHAND JOEL, MICHELOT ALAIN, MONFORT HELENE SEBASTIEN, NOEL-RACINE PASCAL, ORIAUT CHRISTELLE, QUARY JOSETTE, PHILOUZE ANNIE, PICAUD LAURYANE, PRAS PASCAL, RICA MICHEL, RIOU PIERRE, ROY-LAMOUREUX MARIE, SALECROIX ROBIN, TESSIER ELSA, VILLEMAINE VALERIE, VINCE YANN, VAILLANT RENE, MARTIN PIERRE, MARTIN ROGER, MARTIN ERIC, TURMEAU JEROME, BATTEUX HERVE-LUCIEN, LENFANT NADEGE, CHEBANIER CLEMENT, PAGEAUD LOIC, MAHE PATRICE, ARTEAUD-MEDINA MARIELE, MARZELIERE VIRGINIE, BRARD LUDOVIC, DELALANDE ANTHONY, TERRIEN NOEL, MORNET REGIS, DEBRAYE LIONEL, BARON LILIAN, BERNARD GUY, FRASLIN ERIC, BOURQUIN BEATRICE, DAVID RICHARD, LE CUNFF ANTOINE, PERREIN HELENE, PHILIPPE KATIA, MAHEZ GILLES, PICAUD MICHELE, LEMOINE YVES, EVRAS BRIAN, JAUNASSE CATHERINE, CHA-

POTIN SIEGFRIED, BARRETEAU ANTOINE, TACONNE FABRICE, COLLAS MARIANNE, TARDIEU SYLVIANE, PONTECAILLE MATHIEU, GRENIER YANN, LAMAND YVES, EDOUARD, BALLUET MICKAEL, DELACROIX CAROLE, LUBERT SYLVIE, LARRAGUETA CLAUDIE, CLAIREAU SABRINA, LORTHOIS GAUTHIER, LECLAIR LENAICK, DUPONT MORVAN, JONNERY DANIEL, EONNET ANTOINE, MORICET YANNICK, DESMONTS BRIGITTE, SAIDI MALIKA, LEGLAND TONY, HARNOS PIERRE, VAILLANT PIERRICK, CHARRIER CHRISTOPHE, BOURDEAU ALAIN, NOCET NICOLAS, BORUTA IVAN, SIMON BRIGITTE, LE BIHAN PATRICK, FIGUY SYLVIE, MAIA PEDRO, TESSIER HERVE, ROYER JEAN, HARDOUIN PIERRE, LAMOUR JEAN, LETRANGE BERNARD, POTIRON DIDIER, LAMOUR MONIQUE, TESSIER REMI, BERGERON MICHELE, MOLIN MICHEL, BONAMY MICHELLE, EONIN JACKY, BERNARDEAU MARC, FAOU MARIE-LOUISE, DUVAUCHELLE ALAIN, GRENO-RUDIEZ DAMIEN, SEILLER RENE, FOUEGRE MAELLE, BIRET PASCAL, AULNETTE JEAN, GUINEL CORINNE, GEFROY LYDIE, M'BARK AMAR, DEUMIE ANNE-GAELE, BOUCHEZ FRANK, AKASSAR DELPHINE, COUFFIN PASCAL, JARDIN JOHAN, LANDRY ELODIE, HURET GREGORY, JAMOUILLET JACQUES, MORAIS PEREIRA ADRIEN, DELAMARRE MATHIEU, LUCAS JEAN CLAUDE, POTIRON CLAUDE, CHANTECAILLE MARTINE, CHEVILLON WILLIAM, CHEVILLON FRANCIS, RAYMOND MARIE-JOSE, LEGOFF JEAN-CLAUDE, LACELLE JEAN-CHRISTOPHE, LE GAC LOIC, JOREZ LENAICK, GUILLLOUX BERTRAND, DUQUESNE SOPHIE, DR LAMY CLAUDE, FILOCHE FRANCOISE, LAGACHERIE SOFIA, RIALLAND LUDMILLA, MEIGNEN MARIE-HELENE, DENAUD LAURIANNE, SIMON PAUL-GAEL, CANADAS GERALD, LESIMPLE BERTRAND, LE LUCE DELPHINE, FOUCHARD JEAN PAUL, DUGUE CAROLINE, GAUDUCHEAU FRANCOIS, TAINNE ARNAUD, MARTIN PHILIPPE, RYCKEWAERT OLIVIER, LUCAS BRIGITTE, TESSIER LAURE, DURAND MICHEL, FILOCHE GERARD, SEBILLET SEVERINE, COCHARD SEBASTIEN, HERVEL ROSELYNE, LE BAIL CHLOE, CRASTES MICHELE, CAILLAUD MICHEL, HAURAY CAPUCINE, LE BOURSICAUD SOPHIE, HAUMONT FRANK, HAUMONT VIOLAINE, PIROIT LECLERC COLETTE, LE MOAL LAURENT, PLESCY-MARQUOIN CELINE, CLAVEAU

ERIC, CLAVEAU GEORGES, CLAVEAU MATHIEU, LUMEAU JEAN-JACQUES, CILGI TUN-CAY, NOUEL JEAN-FRANCOIS, ARDEOIS FRANCOISE, BIHOES DANIELLE, HAMON-SPAGNOL CLAUDINE, STEPHAN GWENAEL, BOCHER HERVE, ROBINEAU LAURENCE, THOMAS MARIE, DRONVAL CHANTAL, TRAVERT STEPHANE, TURCO RENE, TEJOLEIRO CARLOS, BEDREDE ALAIN, ROUSSEAU ALAIN, DRONNET FERNAND, DRONNET RENE, VIAU ALAIN, VIAU ISABELLE, BOLO CAMILLE, LEGRAND PIERRE-YVES, GUIET STEPHANE, HERVOCHE OLIVIER, LEFEVRE ANNE, GIRAUDINEAU MICHELLE, GIRAUDINEAU ALBERT, LAMOOT PATRICK, OUAZZANI HASSAN, BRICHE DIDIER, MAHE DOMINIQUE, GOAN DIDIER, LEFEVRE LAURENCE, ROUSSEL MADELEINE, MAURICE ANDRE, AMETEAU MYRIAM, BROUCKE DIDIER, LAMOOT DIDIER, BLANDIN AURELIE, BOCHER ERWAN, VERGER YANNICK, GAUTHIER VERONIQUE, HEDOUIN PIERRE, RENARD CELINE, PAUL LISE, ORICE ROBERT, MORICE ANNICK, DUPEBE RAYMOND, GOARANT CECILE, BRANGER EVELYNE, LEROY DANIEL, LE GOVIC JEAN, BRAIRE HERVE, TUAL PASCAL, PAUL DOMINIQUE, ROUE PHILIPPE, PLANER JANINE ET HERMANN, MOTTA VALERIO, BLOCHET FRANCOISE, FEVER DOMINIQUE, BLOCHET JACQUES, BLOCHET CHRISTIANE, BEZIER THIERRY, MEUNIER JEAN PAUL, PICHON PASCAL, CHARTIER GERARD, GALLERNEAU PATRICIA, MAHE YVON, CASTEL PIERRE ALAIN, BUNDERIE CATHERINE, PERCHARD JEAN-YVES, RAIMBAUD FLORENCE, PERROTIN DAMIEN, CADARIO SOPHIE, REDING ERIC, COUZIGOU FREDERIQUE, SALUCE YANN, RIO JEAN-FRANCOIS, LUMEAU CLAIRE, ROBERT JOSIANE, SMEJDA FLORENT, GOURAUD CHRISTELLE, BOSSARD MARTINE, FRASLIN VINCENT, FROGERAIS SYLVIE, NINAT PATRICK, HARDY VINCENT, GRANGER ALEXANDRE, DESCOMBES MICHEL, DENAMPS JOELLE, DOUSSIN SERGE, SOUSA ALEXANDRE, AVRIL SIMON, NGUYEN THIBAUT, DENNE CHRISTINE, MABIT ROZENN, LUCAS VIOLAINE, DIBOT JEAN YVES, LAUTIER JEAN-CLAUDE, DEBUNDERIE CATHERINE, PERRONNET CAROLINE, ROBERT ELODIE, CASTEL ELISA, BELLIOU GILLES, RIVALAN YOANN, MONTHE GETRUDE, LE CORRE THIBAUD, HEMERY ANDRE, ALLAIRE ROLAND, OLIVIER FRANK, ULIVIERI MARINA, BERTHO RENEE, PETROZZANI MARGUERITE, VERMEULIN LAURENT, LAURENT SYLVAIN, AMELOT ROSELINE, THOMERE YVES, FROMONT JOEL, LE BORGNE ESTELLE, CHAUSSE SAMUEL, CHENEAU AUGUSTE, TOUCHEFEU CATHERINE, BEVAN MARYVONNE, KERZANET JACQUES, PLUMELET JEAN LUC, AUTES ERWAN, LECOMTE SARAH, SANZ DOMINIQUE, ROUSSEL MICHAEL, BARRETEAU REMY, GUILLLOU ALAIN, JACOTIN-DORON CLAUDINE, JUNIUS COLIN, GUIRAUD ROBERT, SEGUIN MICHELINE, CARREY NICOLAS, DEBORDS EMI-

LIE, FILOTTI MAGALI, JABBOUR SORAYA, JOUAN PATRICK, OLIVAUD ROXANE, BONNET CHRISTIAN, MOLTENI CATHERINE, LEROY ROMAIN, BOURSICOT JOSETTE, MICHELOT REGIS, MICHELOT NATHALIE, EONNET JACQUELINE, LE BOURDON RENE, LE CORRE DANIELE, LEVY-BRANCHEREAU FRANCOISE, LATTENNET FRANCOISE, BLAIS YVES, LE ROUX MARCEL, PANCHOT BRIAC, REMAUD RENE ALAIN, LE DORLOT MARCEL, LE NAIR MICHEL, DANET LAURENCE, GERMANEAU JOELLE, GERMANEAU GILLES, PENEAU JEAN CHARLES, JOUAN ROBERT, DUCUING JEAN PAUL, GUYON LUC, DENOYELLE GERARD, BREMONT JEAN-PIERRE, HAENTJENS JEAN, LEGAL CHRISTOPHE, RUBEAUD NOELLE, SCHARRE JEAN PIERRE, SEVESTRE JEROME, SOPHROU JEAN-CLAUDE, HAMON PATRICK, CHOLLET SYLVIE, FAVIER PASCALE, AUSSANT CLAUDE, CHESNEAU INGRID, JOSSO PASCALE, CHARBONNIER JEAN-LOUIS, CLERGEAU CHRISTOPHE, VERGEADE GUY, BUREL DANIEL, BUREL JOSETTE, AUFORT CLAUDE, GUILLET MICHEL, AUFORT COLETTE, BUREAU JOCELYN, BESSEAU VINCENT, GOUJON JACQUES, BOULANGE MARC, BATAIS BRUNO, ENET MARTINE, CONDE JEAN PIERRE, CONDE MARIE JOSEPH, FOURE JOEL, EVEN PIERRE, PERNOT MIREILLE, FRANCOIS MICHEL, LE FLOCH PIERRE-YVES, BLANDIN MATHIEU, GUIHARD MICHEL, DELAUNAY ROMAIN, VINCE MARC, LERAY PIERRE, PICARDA ANNE, GOURMELEN HERRI, BRAZ MONA, MICHON RUDY, RIOU PIERRE, MONTAGNE BENOIT, HENRY GWENAEL, MALLET STEPHANE, HERVIOU PIERRE, HERVIOU FRANCOISE, LEBRETON DE VONNE JACQUES, ZAWADZKI JACKY, COURBET MICHEL, RIOU PIERRE, CORDELETTE MARIE-CLAUDE, GOURDON LOICK, MAHE RENE, GILBERT LIONEL, JEHANNO MICHEL, SOGOU FREDERIC, VERBOIS MICHEL, BEGHIN BERTRAND, DELHOUEAU RENEE, AGATOR CHRISTIAN, HALGAND DOMINIQUE, CHEVIS CHRISTOPHE, TESSIER KERGOIS FABIENNE, VERBOIS JOCELYNE, MENARD LAURENT, HAGLON CATHERINE, LE BIGOT PATRICK, GENIN MICHEL, SUEUR-MEHUT JEAN-PAUL, QUENEHERVE YANNIG, BEAUPRE MICHEL, GAYET EMILIE, BERNARD ANNE, PERROCHAUD PATRICE, JOLY SIMON, MORVAN PIERRE, GUYONVARCH CHRISTIAN, RAVIGNOT-MEZIANE JEAN-BAPTISTE, NZE MINKO JEAN-THIERRY, VIALE GERARD, THOME CHRISTIAN, LE BORGNE DANIEL, CHARRIER LAURENCE, DESASSIS THIERRY, CORMIER YANNICK, DUTEL HENRI, MARILLIER MATHILDE, RONDINEAU PATRICIA, GUILLLOU DIDIER, GICQUIAUD ALAIN, ROBIN GASTON...

L'article ci-dessous a été initialement publié dans l'humanité du 7 décembre dernier. Nous remercions le journal pour l'autorisation de le publier cette quinzaine dans nos colonnes.

Vous lisez sans-doute L'Humanité, appréciez la ligne unique de ce quotidien indispensable, alors, soutenez l'Humanité !

NOM : PRENOM :

VILLE : Mail :

Je fais un don de : € à l'ordre de L'Humanité.

A retourner à : PCF 44 - Je soutiens L'Humanité - 44000 Nantes



Face à face

4

Débat : Faut-il un aéroport à Notre-Dame-des-Landes ?

Face-à-face avec Aymeric Seassau, Conseiller Régional, Secrétaire de la fédération du PCF de Loire-Atlantique et François de Rugy, président du groupe Europe Écologie-les Verts (EELV) à l'Assemblée nationale.

La controverse autour de la construction d'un nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes a pris une dimension nationale. Qu'en est-il de l'utilité ou non d'un tel équipement pour le développement de la région ?

Aymeric Seassau. Au début des années 2000, la solution d'un aéroport pour le Grand Ouest est préférée à un troisième aéroport parisien. Dans l'opposition ou dans les majorités, les communistes ont construit un positionnement constant en faveur de ce nouvel équipement utile au désenclavement de l'Ouest et à son développement économique. Il permettra d'améliorer la qualité de vie dans une agglomération dynamique aujourd'hui survolée par les avions, puisque l'aéroport de Nantes, arrivant à saturation, sera transféré à Notre-Dame-des-Landes, au nord de la Loire, d'où proviennent trois usagers sur quatre. Avec deux ans d'avance

sur les prévisions de trafic de la déclaration d'utilité publique, tout confirme la pertinence du dossier entré dans sa phase de réalisation.

François de Rugy. Des liaisons aériennes sont-elles utiles pour l'économie de l'Ouest ? Oui ! Un nouvel aéroport est-il indispensable pour développer ces liaisons ? Non : il existe, en plus de Nantes-Atlantique, des plates-formes aéroportuaires qui sont sous-utilisées, à Rennes, Angers, Saint-Nazaire... Nantes est le deuxième aéroport français pour les vols charters : de nombreux voyageurs viennent de tout l'Ouest y prendre leur avion pour leurs vacances. Cette spécialisation se fait au détriment des vols réguliers. En répartissant plus volontairement le trafic, c'est-à-dire en ne s'en remettant pas à la concurrence entre aéroports et aux seules règles du marché dictées par les compagnies, on pourrait optimiser l'existant et accompagner le développement du territoire. En période de difficultés économiques, ce devrait être la priorité. J'ajoute que les promoteurs du projet, en envisageant la fermeture de la piste actuelle de l'usine Airbus, jouent avec le feu et fragilisent ce site. Faire de ce débat une opposition caricaturale entre décroissance et développement, c'est mentir aux citoyens.

L'impact environnemental du projet



Nicolas Marques/KR Images

« En répartissant le trafic, on pourrait optimiser l'existant et accompagner le développement du territoire »

polarise le débat. Ce chantier présente-t-il des atouts dans ce domaine ou, au contraire, constitue-t-il une menace comme l'avancent ses détracteurs ?

François de Rugy. On tente de nous vendre l'idée d'un aéroport « écologique » : Vinci a même mis en ligne des images de synthèse du projet où tout est en vert ! C'est ridicule : la piste actuelle sera très probablement conservée pour Airbus. L'emprise de l'aéroport actuel ne serait donc ni rendue à la nature ni urbanisable ! Et on veut construire un autre aéroport – avec deux pistes ! – en zone humide, au prix d'un nouvel appauvrissement de la biodiversité. On nous dit que l'on va préserver 19 000 hectares d'espaces naturels en compensation. Où va-t-on trouver ces espaces ? Au détriment de l'agriculture ?

Aymeric Seassau. Le transport aérien ne compte que pour 3 % des émissions de gaz à effet de serre. Il ne s'agit pas de le développer à outrance mais de le déconcentrer et de construire la multimodalité avec les transports ferroviaires, fluviaux et maritimes. D'autre part, 2 000 hectares de terre sont consommés chaque année en Loire-Atlantique. Il y a urgence à libérer l'agglomération nantaise de l'emprise aéroportuaire actuelle pour accueillir du logement et de l'activité



Patrick Nussbaum

« Il y a urgence à libérer l'agglomération nantaise de l'emprise aéroportuaire actuelle pour accueillir du logement »

économique en lien avec la filière aéronautique. Tout en gardant une piste de fret pour Airbus, loger 15 000 personnes de plus dans l'agglomération, c'est économiser deux fois la surface de l'aéroport ! Il consommera certes 1 300 hectares mais, en marge du transfert, 19 000 hectares sont préservés entre Notre-Dame-des-Landes et l'agglomération... quinze fois plus.

Le mode de financement et de gestion de ce nouvel équipement est aussi controversé. La concession aéroportuaire pose-t-elle un problème à la collectivité ?

François de Rugy. En échange d'une concession exceptionnellement longue – 55 ans –, les collectivités prétendent ne verser à Vinci que des « avances remboursables ». Comme si Vinci, qui a fait près de 2 milliards de résultat net et distribué 280 millions à ses actionnaires en 2012, n'était pas capable de se financer auprès des banques ! En réalité, comme d'habitude, les risques sont pour le public, et le privé se réserve les bénéfices – garantis !

Aymeric Seassau. Il s'agit d'une délégation de service public d'État renouvelant la concession aéroportuaire, détenue auparavant par la chambre de commerce et d'industrie, et soumise par la loi à un appel d'offres remporté par Vinci. Le pays a besoin de constituer un grand groupe

public de construction utile pour ce type d'équipement dont la réalisation et la gestion devraient être sous maîtrise publique à 100 %. Mais cela nécessiterait de sortir du carcan austéritaire de l'Union européenne que le gouvernement PS-EELV accompagne actuellement. Dans ce cadre, les communistes ont obtenu que l'engagement des collectivités se fasse sous forme d'avances remboursables, non révisibles même en cas de surcoût, avec un retour sur investissement et un contrôle des comptes d'exploitation. Avec cet engagement responsable – 1 % de la capacité d'investissement des collectivités financières –, pas un euro d'argent public ne restera dans la poche de Vinci !

La commission du dialogue mise en place par le premier ministre peut-elle permettre de sortir du blocage actuel ?

Aymeric Seassau. La violence est insupportable et les populations de Loire-Atlantique ne veulent pas vivre en état de siège. Il faut retrouver le sens d'un dialogue libre, serein et responsable. Les mobilisations pacifiques sont légitimes, tout comme le sont les choix émis par les vingt-cinq collectivités partenaires où des majorités ont été élues en transparence quant à leur soutien au dossier. Parlons du fond et occupons-nous, par exemple, des 41 millions d'euros (10 % du coût de la plate-forme aéroportuaire) affectés aux mesures conservatoires et compensatoires environnementales.

François de Rugy. Il faut l'espérer, mais cela suppose à mon sens qu'elle travaille en toute transparence, dans le cadre d'une démarche contradictoire, sans tabou : qu'elle rencontre toutes les parties prenantes, quelles qu'elles soient. Que toutes les données de l'enquête d'utilité publique soient révisitées, à la lumière de la réalité d'aujourd'hui. Et, surtout, qu'aucune pression d'aucune sorte ne soit exercée sur la commission. Il faut notamment que les promoteurs du projet – qu'ils exercent des responsabilités locales ou nationales – prennent le recul nécessaire à une expertise menée en toute liberté par la commission.

Entretiens croisés réalisés par Sébastien Crépel et parus dans l'Humanité des 7, 8 et 9 décembre 2012

Pétitions chez les agents de la Ville de Nantes, courrier syndical au Président de région des Pays de la Loire... : les fonctionnaires se mobilisent pour l'abandon du jour de carence en cas de maladie. En effet, la circulaire du 24 février sur laquelle s'appuient certains exécutifs locaux pour l'appliquer doit être « abrogée » selon des sources ministérielles. Ainsi, certaines collectivités l'appliquent, d'autres pas... Mais l'abrogation tarde à venir...

Aussi, partout, interpellez vos directions et élus pour accélérer le mouvement !

La situation de l'emploi des jeunes est particulièrement préoccupante. Dès l'annonce des emplois d'avenir, la Cgt a donné sa position, les qualifiant de mesure d'urgence devant s'insérer dans une série de mesures plus ambitieuses tant pour les jeunes non qualifiés que pour les plus qualifiés. Ce dispositif ne doit pas être un parcours les laissant trois ans après sans débouchés et sans « avenir ». Aussi, la CGT exige que ces emplois réservés aux jeunes peu ou pas qualifiés soient bâtis autour de trois conditions indispensables : l'accès à une formation qualifiante, un accompagnement et un suivi dans l'emploi par le service public de l'emploi, et un tutorat sur le lieu de travail.

Le social au cœur

Ne laissons pas Mittal dépecer la sidérurgie



Comme le dit le communiqué du PCF 44 du 5 décembre : « La filière sidérurgique est une filière stratégique indispensable au redressement productif de notre pays et le gouvernement vient de manquer un rendez-vous important après l'accord qu'il a signé avec l'industriel Mittal. Un accord d'autant plus insoutenable qu'il met en concurrence différents sites en France ». Ainsi, les salariés d'Arcelor Mittal à Basse-Indre apprennent début décembre que la direction prévoit d'externaliser certaines de leurs activités (décapage et laminage) vers Florange. 60 emplois sur 550 existants a priori concernés.

Avec leurs syndicats (CGT, CFDT, FO), ils ont mené l'action dès lundi 10 décembre, avec grève et occupation de site. Dès le 10/12 également, une délégation de la fédération du PCF44 composée de Marie Annick BENATRE, Yannick CHESNAULT, Michel LUCAS, Christian PELLOQUET et des camarades d'Indre et de Couëron sont venus apporter le soutien des communistes aux salariés en grève. Le même jour, Pierre Laurent, était à la rencontre des salariés mosellans. **Pour les communistes, le dossier Arcelor doit être rouvert sans délai.** Le besoin en acier est toujours là, tous les grands secteurs industriels en sont consommateurs. Il faut refuser la mise en concurrence des sites. En supprimant le laminage de Basse-Indre, le gouvernement et Mittal mettent en danger tout le site. Les salariés ont raison de



refuser que soit dépecée cette filière et de demander au gouvernement de revoir sa copie. C'est l'exigence qu'a porté Aymeric SEASSAU sur France Bleu Loire Océan, le mardi matin. Et le mercredi, c'est l'ensemble du Front de Gauche qui s'est rendu en délégation sur le site, pour un soutien très apprécié, en appui sur son communiqué rappelant que l'on ne peut accorder aucun crédit aux promesses du Milliardaire Mittal. En effet, seuls 53 millions d'euros, sur 180 millions d'investissements promis sur 5 ans sur le site, seront consacrés à des "investissements stratégiques".

Judi 13, l'intersyndicale CGT, FO et CFDT du site de Basse-Indre a demandé et obtenu, lors du comité d'entreprise qui se tenait à Paris, un "droit d'alerte" spécifique autorisant la contre-enquête d'un expert indépendant sur le projet de transfert d'activités de leur site vers celui de Florange. Mais attention ! ils affirment que leur mouvement n'est que suspendu pendant les six semaines que doit durer l'enquête de l'expert, qui va examiner le projet de Mittal et du gouvernement, assurant rester vigilants et mobilisés. Le PCF aussi, reste pleinement mobilisé, avec ses élus et parlementaires, aux côtés des organisations syndicales, pour construire une alternative d'avenir pour la sidérurgie française, et exiger comme Pierre Laurent la mise en place immédiate d'un comité national pluraliste associant syndicats, élus locaux, parlementaires, État, industriels et banques pour continuer dans la transparence à construire les solutions industrielles d'avenir inexistantes après l'accord avec Mittal ».

En bref

Un 13/12 anti-« pigeon »

Le Medef utilise la crise pour imposer une véritable régression sociale en faisant un chantage permanent : les entreprises seraient au bord du gouffre, en grande difficulté, au point qu'il faudrait accepter une remise en cause des droits sociaux, plus de flexibilité pour les salariés, plus de facilité pour licencier pour les employeurs et tout cela au nom de la compétitivité... C'est le discours notamment lors des négociations interprofessionnelles en cours sur la « sécurisation de l'emploi » et les « retraites complémentaires ARRCO - AGIRC.



Face à cette pression constante du patronat, la CGT a décidé d'alerter les salariés, les retraités, les privés d'emplois et les a appelés à intervenir ensemble en direction des employeurs et du Medef le jeudi 13 décembre 2012 pour faire entendre leurs revendications dans les négociations.

Ils contestent les 20 milliards d'euros supplémentaires « d'allègement du coût du travail » que vient d'obtenir le patronat, qui s'ajoutent aux 172 milliards d'euros d'aides publiques dont bénéficient déjà les entreprises. Les derniers chiffres du chômage, avec 5,2 millions demandeurs d'emploi toutes catégories confondus, démontrent l'inefficacité de ces logiques.

Le gouvernement, suite à l'interpellation de la CGT, s'est engagé à évaluer l'efficacité des aides publiques. La CGT demande que ces aides servent à l'emploi, aux qualifications, à la recherche. Ainsi, le 13 décembre, des délégations de toutes corporations ont manifesté devant les chambres patronales.

Oh Hisse ! Pour la démocratie !

En 1998, les étrangers citoyens des pays de l'Union européenne résidant en France ont été admis au vote et à l'éligibilité pour les élections municipales et au Parlement européen. En mai 2000, l'Assemblée nationale a voté une proposition de loi accordant le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les étrangers extra-communautaires, résidant légalement sur le territoire depuis cinq ans au moins. Le Sénat, à son tour, le 8 décembre 2011, a adopté cette même proposition. **Il reste à mettre en œuvre la révision constitutionnelle nécessaire.** Conformément au programme du PS lors des élections présidentielles et législatives, le Premier ministre, en juillet puis en septembre, a promis qu'il y aurait un projet de loi en 2013.

Près de deux millions et demi d'étrangers extra-communautaires vivent et travaillent dans des communes où ils participent à la vie locale et paient des impôts. Nombre d'entre eux sont responsables d'associations, délégués de parents d'élèves, délégués syndicaux. Il faut **passer aux actes maintenant !** Un appel circule, afin que cette réforme, essentielle pour une République ouverte et fraternelle, soit mise en œuvre dès les élections municipales de 2014 : Pour signer : <http://droit-devote2014.org>

PUBLICITÉ

OMR

Infogérance et solutions d'impression

3 métiers

4 compétences au service de votre progrès

Fortes d'une offre innovante et unique, répondant aux évolutions des systèmes d'information, OMR marque sa différence avec ses 30 ans d'expérience associant indépendance et multi-compétences.

www.omr.fr
0 825 311 804

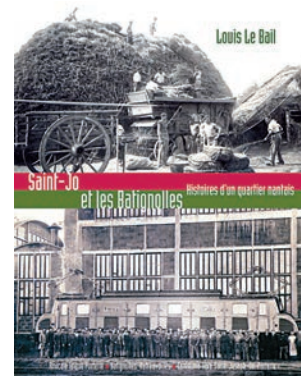
NANTES (Siège Social) Z.A. des Grésillères - B.P. 83429 - 44234 St. Sébastien-sur-Loire Cedex - Fax 02 40 80 29 80
 BREST LORIENT RENNES ANGERS LA ROCHE/YON

nous vous devons le progrès

Sorti le 22 Septembre dernier cet ouvrage est **déjà un beau succès de librairie**. Après de très bons résultats d'une souscription lancée par les trois associations éditrices –Amicale laïque Porterie - Batignolles-retrouvailles et commune libre Saint-Joseph-de-Porterie - ce projet totalement associatif est préfacé par l'historien spécialiste de la Bretagne, Alain Croix.

Louis Le Bail, longtemps instituteur, l'un des coauteurs du fameux ouvrage *les Nantais venus d'ailleurs*. (titre repris récemment pour une exposition au château des Ducs), en est le rédacteur, que l'historien rennais qualifie dans son texte d'ouverture «Curieux, rigoureux, passionné, inventif, citoyen. Et historien, comme tous ceux qui ont compris qu'étudier l'histoire locale permettait de comprendre le monde ».

Un beau cadeau pour ses proches et ami(e)s en cette fin d'année.
320 pages , 430 illustrations majoritairement en couleur, 32 euros.



Culture, idées

6

Lire

La gauche est-elle en état de mort cérébrale ?

Par Philippe Corcuff

la gauche est-elle en état de mort cérébrale?

petite encyclopédie critique

Philippe Corcuff

textuel

La victoire de François Hollande est-elle le signe d'un épanouissement des idées de gauche en France ? Non, répond Philippe Corcuff. Car, paradoxalement, la gauche a gagné au moment de sa décomposition avancée sur le plan intellectuel. Malheureusement dominant aujourd'hui à gauche des stéréotypes, des préjugés, une pensée technocratique étroite et parfois même un anti-intellectualisme. Bref les gauches – que ce soit la gauche hollandaise de gouvernement ou la gauche de la gauche radicale - circulent intellectuellement le plus souvent sur des rails rouillés.

C'est donc bien une rupture dans l'histoire de la gauche française que pointe l'auteur : des Lumières du XVIIIe siècle aux grandes figures contemporaines comme Sartre, Foucault et Bourdieu, les gauches se sont toujours nourries d'interrogations critiques exigeantes et de perspectives alternatives imaginatives.

Avec des outils empruntés à la philosophie et aux sciences sociales, Philippe Corcuff décrypte avec vigueur les impensés et les automatismes des gauches intellectuellement molles d'aujourd'hui : essentialisme, conspirationnisme, économisme productiviste, nationalisme, étatismisme, professionnalisation politique antidémocratique, voire caricatures républicaines et laïcardes, ... la liste est longue et riche.

Un pamphlet certes, mais en guise néanmoins de mise en garde et d'appel à retrouver les chemins de l'alliance entre la gauche et le travail intellectuel. Un livre destiné à tous les citoyens critiques, soucieux d'en finir avec les impasses de la paresse intellectuelle.

Philippe Corcuff, *La gauche est-elle en état de mort cérébrale ?*, Ed.Textuel, Coll. Petite encyclopédie critique, 2012, 79 p., 8 €.

Jean-Yves Martin

2030 : Quel avenir pour l'agglomération nantaise

L'agglomération nantaise s'est engagée dans une démarche de projet de territoire : « Ma Ville demain, inventons la métropole nantaise de 2030 ». Les « Nouvelles de Loire-Atlantique » ont rencontré Thierry VIOLLAND, directeur de l'AURAN, lequel a eu la mission de coordonner la démarche et de conduire une vaste mise en débat sur les attentes et les orientations possibles pour préparer l'avenir du territoire de la métropole. Il nous répond sur le sens de la démarche, les orientations dégagées et la nature des choix que devront faire les élus.



NLA : En décembre 2010, les 24 communes de Nantes Métropole se lançaient dans une réflexion collective pour imaginer l'avenir de la métropole à l'horizon 2030. Pouvez-vous rappeler ici les raisons de cette démarche et les différentes étapes de cette construction collective ?

Notre métropole est dynamique. Pour autant nous avons des défis économiques sociaux et environnementaux devant nous. 15 % des ménages vivent sous le seuil de pauvreté. Et la crise est là pour nous rappeler qu'aucune dynamique n'est jamais acquise. Les maires de l'agglomération ont donc décidé de lancer cette démarche pour construire un nouveau projet métropolitain. Une démarche innovante de deux années pour associer les citoyens, les acteurs économiques et sociaux, associatifs, à la définition de ce nouveau projet. 22000 personnes ont participé à cette démarche dans les 24 communes. Nous avons recueilli 1500 contributions. En nous appuyant par ailleurs sur notre expertise, l'agence a remis en septembre dernier un rapport d'étape aux Maires de l'agglomération.

NLA : Le rapport d'étape produit identifie un socle commun et trois visions de l'agglomération : aller vers l'excellence et l'international, miser sur l'innovation et la créativité et s'appuyer sur les ressources locales et la citoyenneté. Pouvez-vous nous les présenter ?

D'abord vous dire que le socle commun est fondé sur une exi-

gence forte en matière de cohésion sociale. C'est à la fois une nécessité et un objectif. Ensuite nous avons construit les visions sur les moteurs de notre métropole: l'ouverture au monde, l'innovation, la proximité et la qualité du cadre de vie. Chaque vision répondait à sa manière aux grands enjeux : en matière d'emploi en particulier pour conforter les filières industrielles qui sont un atout pour le développement, d'habitat pour tous, de transports publics acces-

sibles, de nature en ville, ainsi qu'aux défis écologiques et énergétiques. Aux élus, et c'est ce qu'ils ont fait en décembre dernier, de s'emparer de la synthèse de ces deux années de débat, des préconisations que nous avons faites, pour décider le projet et le cap pour la métropole.

NLA : Les préoccupations de nos concitoyens en matière d'emploi, de logement, de déplacement, de respect de l'environnement mais aussi de citoyenneté paraissent clairement dans ce document. Au-delà d'un diagnostic partagé, le projet a été désormais adopté. Quel sens lui donnez-vous ?

Le projet tel qu'il a été adopté est un projet ambitieux et innovant. Il propose un équilibre fort pour une agglomération à la fois attractive et agréable, plus forte et protectrice. Il réaffirme que notre développement est fondé sur une exigence renouvelée en matière de cohésion sociale et territoriale. Au travers de 70 orientations, le Projet 2030 présente une cohérence stratégique globale pour la mobilisation du territoire en réponse aux besoins fondamentaux des habitants: disposer d'un logement, d'un emploi, offrir de bonnes conditions d'éducation aux enfants, de formation, proposer un cadre de vie de qualité à tous, pouvoir se déplacer en toute liberté, accéder à la nature, participer aux décisions et pouvoir réussir dans ses projets. Les 70 orientations offrent le cap et le cadre pour agir au quotidien en approfondissant ce qui est engagé, en confortant les initiatives récemment prises et en innovant dans les façons de faire. Le partage de ce projet par les forces vives du territoire lui donnera une force collective pour construire la métropole que nous voulons.

L'Huma Café : Quels défis énergétiques pour aujourd'hui et pour demain ?

Si les grands défis du 21ème siècle sont identifiés : besoins en Énergie et développement économique, explosion démographique, pauvreté, détérioration de l'environnement, agriculture et industrialisation, reste la question de la transition énergétique : Comment assurer le droit à l'Énergie pour chacun, à un prix abordable pour tous ? A l'échelle mondiale, les besoins en Énergie vont croître considérablement du fait du droit au développement, de la résorption des inégalités en général, de la solution de questions vitales comme l'accès à l'eau potable ou à la santé. Comment y faire face ?

Or, la production de l'énergie suppose un coût économique, social et écologique. Comment mieux la consommer ? Quel mix énergétique moderne faut-il inventer ? Vers quels secteurs la recherche doit-elle s'orienter ? Comment

assurer un développement humain durable et la lutte contre les bouleversements climatiques ? A qui confier la mise en action des solutions ? Comment faire pour que ce débat vital pour l'humanité toute entière devienne l'affaire de tous ?

L'Huma-café®, un nouveau rendez-vous citoyen sur le thème : Quels défis énergétiques pour aujourd'hui et pour demain ?

Avec la participation de :

Claude AUFORT, Ingénieur, ancien administrateur du Commissariat à l'Énergie Atomique, ancien animateur du secteur Énergie du PCF, collaborateur de la Fondation Gabriel Péri, co-rédacteur de La Revue du Projet, conseiller municipal

à Besné ;
Christian BERNÈDE, Physicien à l'Université de Nantes, spécialiste des énergies renouvelables et, en particulier, des cellules organiques photovoltaïques, de retour du Chili où il a participé au programme franco-chilien de coopération « ECOS-CONYCIT » ;
Jacques DAVY est syndicaliste du secteur de l'Énergie. Il a travaillé pour le compte de la FNME-CGT, au sein de l'EPSU (syndicat Européen), sur la mise en cohérence des systèmes de production, de transport, en intégrant la place des énergies renouvelables à l'échelle européenne.

Vendredi 11 Janvier 2013 à 18h, au Salon de Musique du Lieu Unique, lors d'une TABLE RONDE, animée par Michel SOURGET, rédacteur en chef d'AlterNantes.

1,3 milliards d'euros. La Banque postale a lancé il y a un mois la commercialisation de prêts à moyen et long terme à destination des collectivités locales, avec une enveloppe d'un milliard d'euros à allouer d'ici la fin de 2012, pour que les collectivités puissent couvrir leurs besoins. Selon le quotidien "Les Echos", la Banque Postale a indiqué hier que les demandes de prêts émanant des collectivités depuis un mois atteignent un montant total de 1,3 milliards d'euros. Dans une circulaire du 26 novembre dernier, le Gouvernement demandait aux préfets de se rapprocher des collectivités qui éprouvent des difficultés à obtenir des offres de crédit à moyen et long terme pour les orienter notamment vers la Banque postale et la CDC.

« Le gouvernement confirme la tenue des élections municipales en mars 2014 (avec celle des délégués communautaires par fléchage), et le report à 2015 des élections cantonales rebaptisées "départementales", avec un nouveau mode de scrutin et un renouvellement intégral. Les élections régionales sont également reportées en 2015. » Plus d'infos sur elunet.org et sur lecourrier-desmaires.fr pour un décryptage complet.

Au cœur des collectivités

7

CIDEFE 44 - Formation sur les Finances Publiques Locales

Alors que les collectivités ont entamé leurs débats d'orientation budgétaire, le CIDEFE et son antenne de Loire-Atlantique ont proposé le 5 Décembre dernier une formation ayant pour thématique les finances publiques locales. Rappelons que les collectivités sont le premier investisseur public de ce pays (70%). Leurs dépenses d'investissement s'élevaient ainsi à un total 57,23 milliards d'euros en 2008. L'importance croissante de cette part dans l'investissement public s'explique par les vagues de décentralisation successives impulsées par l'État. **L'impact des investissements sur la dynamique économique nationale est certain, particulièrement en termes d'activité et d'emploi dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.**

Avec pour intervenants lors de cette journée riche de débats, J.J. Paris, secrétaire national de l'ANECR, et H. Delahaie, président du groupe communiste à la C.A.R.E.N.E., bon nombre d'éclaircissements ont pu être apportés. En effet, le processus budgétaire, au-delà des aspects comptables plus ou moins complexe est le moteur de l'action publique. Le budget conditionne les investissements et l'ensemble des politiques publiques développées en direction des citoyens.

Dans ce cadre le nouveau gouvernement a annoncé souhaiter enclencher un nouvel acte de la décentralisation. Ce fut l'occasion pour nos intervenants de dresser un panorama des divers transferts de compétences de l'Etat aux collectivités effectués lors de ces dernières années. Avec le mandat Sarkozy, où les collectivités ont été méprisées, **avec notamment la réforme des collectivités et la suppression de la T.P, autant dire que les attentes sont fortes pour voir émerger une autre politique, porteuse de croissance, d'emploi et de progrès aussi bien de la part des élus que des citoyens.** Le gel des dotations de l'Etat aux collectivités, puis leur baisse de 2.5 milliards sur deux ans, la métropolisation à marche forcée dans certains secteurs, la perte de moyens dynamiques de fiscalité annoncés

ou confirmés par le président Hollande sont autant de sujets de préoccupations pour les participants à cette journée.

Au contraire de cette politique d'austérité, il s'agit bien pour les élus communistes et républicains, de mettre en avant des propositions alternatives comme la restauration d'une taxation des entreprises et de leur capital, la fin des exonérations de cotisations sans fondements, le développement d'une taxe sur les transactions financières et enfin une remise à plat des transferts opérés de l'Etat vers les collectivités pour rattraper le manque à gagner pour chacune d'entre elles. Mais c'est aussi à l'échelon local que se développent, souvent dans des majorités de gauche, des politiques ambitieuses, appliquant leur programme, en ne rognant ni sur les investissements, ni sur la préservation du pouvoir d'achat des français. L'équation se révèle cependant précaire, si la baisse des recettes et l'augmentation des charges se poursuivent, comment pérenniser des politiques publiques à la hauteur des enjeux et des défis de demain ?



En bref

Métropolisation à marche forcée :

Dernièrement les déclarations de Gérard Collomb, Président du Grand Lyon et de Michel Mercier, président du Conseil général du Rhône, annonçant la création d'une super métropole européenne faisant disparaître les trois quart du département du Rhône, ont eu toute l'apparence d'un coup de force.

Les élus communistes du Rhône soulignent que le projet de loi sur les territoires n'est en effet même pas finalisé, et encore moins soumis au débat parlementaire, que deux leaders, l'un socialiste, l'autre de droite, s'arroge le droit d'anticiper tout débat républicain et citoyen et de considérer comme acquis ce qu'ils appellent de leur vœux.

« Cela, semble-t-il, avec l'aval du gouvernement...Où sont les citoyens et leurs préoccupations dans ce geste autoritaire ? Quel respect des élus, dans les communes et les cantons, des fonctionnaires territoriaux, de tous les partenaires ? Gérard Collomb et Michel Mercier seraient-ils gênés par le développement du débat ? Leur démarche en dit long en tout cas sur leur conception de la démocratie et justifie toutes les craintes liées à une métropole prenant ses décisions en cercle étroit, loin des habitants. » déclarent dans un communiqué les élus communistes. Les élus communistes et républicains appellent donc élus et citoyens à exiger le débat public le plus large possible, tant dans la région concernée que dans l'ensemble du pays, associant élus, populations et agents territoriaux, débat seul susceptible de faire émerger les réponses législatives vraiment décentralisatrices, démocratiques, en s'appuyant sur les besoins des habitants des territoires.

Non aux expulsions !

Le 14 décembre dernier Marie Annick Benâtre, Adjointe au Maire de Nantes, accompagnait, avec un comité de soutien, Aïda Harutunyan, convoquée à la préfecture où elle s'attendait à recevoir une obligation de quitter le territoire. Déjà, une quinzaine de jours auparavant, son mari avait été expulsé dans des conditions inacceptables vers l'Arménie. La préfecture a proposé à Aïda et à sa fille une aide au retour de 3000 €, une aide que la préfecture estime généreuse arguant du fait que le salaire moyen en Arménie est de 200 € ! Aïda est en France depuis l'âge de 11 ans, son mari a été expulsé malgré une hépatite C et leur fille est actuellement scolarisée au collège Noël Lambert. La mobilisation doit donc se poursuivre afin de permettre à cette famille de se retrouver et de vivre librement sur notre territoire.

Emplois d'avenir St Herblain



Nous le savons, le chômage et la pauvreté ne cessent de progresser chez les jeunes qui subissent la crise de plein fouet. Lors du dernier conseil municipal herblinois, le groupe communiste a

estimé que **les contrats d'avenir proposés par le gouvernement déclinés dans les collectivités pouvaient être une première réponse d'urgence sociale mais qu'ils ne pouvaient en aucun cas être considérés comme une réponse pérenne pour l'emploi durable des jeunes.** Pour eux « il faut au contraire que ces emplois d'avenir soient un véritable tremplin. Ce sont des contrats sur trois ans, pour l'essentiel, dans le texte national, à durée déterminée (CDD). Nous souhaitons, nous élus communistes, qu'ils leur permettent, in fine, de rentrer dans la vie professionnelle sur un parcours sécurisé. » **Point essentiel abordé à cette occasion le fait que les sénateurs communistes se soient abstenus sur les emplois d'avenir devant le refus du gouvernement et de la gauche socialiste de retenir des amendements de nature à faire de ces emplois " un tremplin d'avenir" pour les jeunes.**

Malgré ces désavantages et un manque d'ambition préjudiciable au niveau national le groupe communiste et républicain s'est donc dit favorable à St Herblain à cette dynamique et cette volonté de la municipalité de promouvoir l'emploi des jeunes mais qu'il restera vigilant quant aux conditions de travail, de formation, et de pérennisation de ces emplois pour qu'ils se révèlent être véritablement porteur d'avenir pour notre jeunesse.

Débat d'orientation budgétaire Nantes



Lors du dernier conseil municipal de Nantes ont été discutées les orientations budgétaires. L'occasion pour les élus communistes, par la voix de leur porte-parole Marie-

Annick Benâtre de revenir sur les principaux enjeux financiers. Élément significatif de l'analyse portée par les communistes, la dégradation de la situation de l'emploi avec les annonces successives de fermetures de sites et de licenciements, les incertitudes qui pèsent dans le département sur l'avenir de la Navale ou à Arcelor, autant de points qui ne sont pas de nature à les rendre optimistes. **Pour le groupe communiste « de la même façon, le fort ralentissement de la croissance, la soumission de notre économie aux politiques d'austérités européennes une nouvelle fois avalisée par l'adoption du TSCG, le gel des dotations et compensations de l'Etat en direction des collectivités locales au nom de la réduction des déficits, représentent des contraintes fortes dont s'en ressent l'évolution des finances locales. »**

Rappelant la nécessité de véritables mesures de relance pour sortir de l'austérité ils ont pointé du doigt le besoin d'un véritable pôle public financier permettant au pays d'avoir la main sur l'activité financière. Pour les élus malgré ce contexte budgétaire contraint les priorités définies dans les orientations budgétaires correspondent à des besoins exacerbés par la crise que subissent les citoyens. La ville de Nantes fait ainsi des choix utiles aux Nantaises et aux Nantais par des politiques publiques ambitieuses en matière de solidarité avec la priorité à la lutte contre la précarité, de celles de l'éducation ou de l'enfance et de la jeunesse.

Ouvrons-là

Pauvres riches !
Par Clément CHEBANIER



On nous annonce de grandes mesures pour lutter contre la pauvreté et ça se voit : 2 petits milliards saupoudrés en aumônes diverses, et 20 milliards pour les patrons. Patrons qui voient venir la période des fêtes sous de bien meilleurs hospices que nous : **+4% de revenus pour les patrons du CAC 40, ce qui les ramène à 4.5 millions d'euros, soit 240 fois le salaire annuel d'un smicard.** Les travailleurs produisent deux fois et demie plus de richesses qu'ils n'en gagnent par le biais de leur salaire. Mais les salaires stagnent pour que les patrons et leurs actionnaires récupèrent l'intégralité de ce gain réalisé. Alors qui est-ce qui coûte trop cher ?

Pourtant, est-ce assez pour ces messieurs les patrons de Renault, de l'Oréal, de Publicis ? **Jamais ! Le MEDEF de Laurence Parisot et ses amis, destructeurs de 85 000 emplois en l'espace d'un an seulement, réclame lors des négociations sur la « sécurisation de l'emploi », la simplification des démarches de licenciements et de grands plans sociaux...** Les projets du MEDEF sont clairement affichés ! Le chantage permanent au chômage prend chaque jour plus d'ampleur : hier paraissaient les nouveaux « contrats de générations » qui sont une aide de l'état qui paie le salaire du jeune embauché en même temps que le senior, dans l'idée de déboucher sur un CDI. Mais déjà, l'idée de voir l'état payer ses salariés à sa place ne suffit pas au patronat, qui voudrait pouvoir profiter de cette offre pour exploiter et faire défilé des précaires gratuitement!

Les jeunes communistes tiennent à rappeler que ce n'est pas la course au profit au détriment des salaires qui sauvera notre économie, bien au contraire. C'est précisément cette baisse des salaires qui, par la baisse de la consommation, nuit à l'ensemble de l'économie. Ce n'est pas non plus le recours au travail précaire sans contrepartie qui relance l'emploi. Plus on développe des contrats précaires spécifiques pour les jeunes, plus nous nous retrouvons en première ligne des licenciements et des suppressions d'emplois, parce que nous sommes moins protégés que les salariés en CDI, par exemple. Nous ne comptons pas rester spectateurs d'une politique qui nous saigne toujours plus, pour maintenir un si scandaleux taux de profit pour quelques-uns. **Ils ont les milliards, mais nous sommes des millions !**

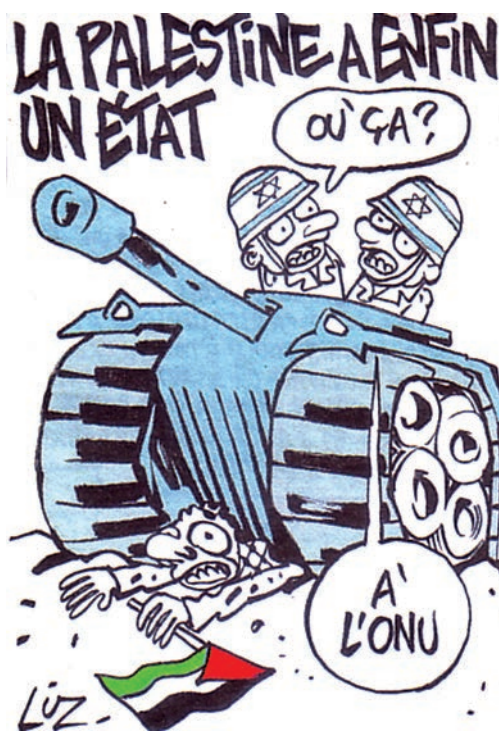
Appel pour la Navale (suite de la page 3)

ROBIN OLIVIER, ROBIN MICHEL, RAIMBAULT CHANTAL, HERSANT MICHELE, AYRAULT CLAUDE, BELLANGER JACQUELINE, BOLO ANNICK, LE GARS NAIG, RABREAU MICHELE, POIRON STEPHANE, AUSSANT GINETTE, PECORINO CHRISTINE, PAUL LAURENCE, THOMAS MARTINE, DUBROMELLE MICHELE, ROUGE CATHERINE, LEHUEDE JEAN-YVES, SATRE IRENE, CHAZOTTES JEAN CLAUDE, DEJEU MICHEL, DEJEU LYDIA, LE BOHEC YVES, SORIA MANUEL - MARIE-PIERRE, MAILLARD DENIAU JEANNE, FRIGARA PAUL, RASTEL GERARD, RASTEL YVETTE, GADET PIERRE, STEPHAN GERALD, MENEUX-CORMIER ANNE, PAVAGEAU LAURENT, RAINGEARD ALAIN, COURBET FLORENCE, POU-PARD-GARDE SYLVIE, ANTOINE REGIS, MAURICE ANDRE, CASPAR PATRICK, AKKUS ZEKI, BELLARD BRIGITTE, CHABRIN SIEGFRIED, GRAVOILLE CATHERINE, BONNET CHRISTIAN, TROUILLAUD JEANNINE, LANDAIS JEAN-PIERRE, BOQUET GILBERT, ROCHEDREUX DOMINIQUE, JOUATTE GISELLE, BROUSSE ESTELLE, ALAIN PATRICK, GIRAUDINEAU ANNICK, ALBERT CLARISSE, RAVORI ANNE, BRUNOT GILLES, TAUNAY OLARIE, POGU ANNE, LECALVEZ CHRISTIANE, PICARDA JEANNINE, BULTEAU JEANNINE, HERVOQUET PAUL-ANDRE, METAIRIE JEAN-MARIE, HELIAS PATRICIA, ROULET EVELYNE, COUTURIER CHRISTIAN, FEUILLATRE FREDERIQUE, GLAIS BRUNO, DOUET PIERRE, DEDAINS EMILIE, CHAUVET ESTELLE, GAYRARD EMMIE, FOURNET C, KERRIOU MARIE, SAVUAN JULIEN, RUTHELE AUGUSTE, COURBE JM, LULIVE YVAN, LARCHEVEQUE NADIA, POULDIN SERGE, BOUCCARBON FELIX, POUCEINEAU JUOSEPH, GUYOT ALAIN, LE HOUEDEC JEANNINE, JACOB CLEMENT, NADAN YANNICK, LE BIDEAU EWAN, DAVID FRANCOIS, LE TALBODEC STEPHANE, TEXIER JOEL, JOACHIN JEAN-LOUIS, LUCAS MICHEL, GOUTY CATHERINE, NOEL SYLVIE, EUZENOT PATRICK, EUZENOT BRIGITTE, LESPAGNOL GENEVIEVE, DENIEL MICHELINE, LEGUEUVELLOU GILLES, MARCHE LOUISE, LAIR JEF, SALAS ERIC, CORRE ERWANN, LE FOLL LENA, LE FOLL MAELLE, LE BIDEAU-CARERET NAIG, CAVINER ANTOINE, JACOB THIERRY, HONTABONE BENOIT, WALD QUENTIN, LALYS HEDERINE, FRANCES MARION, LONHOUTON SUPAIN, GILLE PATRICK, EVEN SOAZIE, CADEVILLE GERARD, BERBIER JEANNIE, LE MEVEHES PRENE, MOLIN ARNAUD, KERMEN DENIS, SEJOURNE MICHEL, LE POUX LOUIS, BENOIT LYDIE, BRULE GERARD, JARNIER MATHIEU, VINET XAVIER, LE FUR FLORIAN, GAUTER JEAN, MOREL SOPHIE, GUILLOUX MICHEL, LE BOW ERIC, DENIS JACQUELINE, LE RHEW J, COMPAIN XAVIER, SEYE GILLES, ROUZEL FANNY, ALIC YAN, GUILBERT PATRICIA, HEULE ALAIN, QUINDRO MIGUEL, BERNARD YVES, CARRITON MAYDME, FOVET PATRICE, FOVET MARIE-FRANCE, JAMEBRON MICHEL, BOIXIER MICHEL, RIVOLAN JACKY, PERRON GERARD, PEOC'H NAILLE, LAVUCHE BERTRAND, LUNEL WILFRID, ABGRALL GUY, MAGON SILVENE, PILCH PIERRE, VINCE JEAN-PAUL, AUBE MICHEL, AUBE CHANTAL, RICHARD CHRISTOPHE, DECASTER MARC, MATHIEU GISELE, MIMS MONIQUE, PEREIRA JOEL, TEALDI JEAN-FRANCOIS, LE NESTIC CLAUDE, LESTIEN FRANCOISE, DESHAYES LAURENT, DAUCE YANNICK, KIRION CHARTRES ANNE, PERRIN NATHALIE, BARLO CHRISTIAN, LE CORRE JEAN LOUIS, LEGAL JEANNINE, BERLAND MARC, SCHMITT CHRISTINE, MAHE ANDRE, CATHALA BERNARD, ZERBIB PATRICK, DENIS MARIE-LUCE, BOUQUET ALAIN, HALGAND DANIEL, ROCHER MAURICE, BRIEUX MARIE-ANNE, BOEFFARD JOEL, BOEFFARD ROSELYNE, CARREY JEAN-CLAUDE, ALLIOT CLAUDE, CRENES JEAN-YVES, MESSAOUI ALI, MESONNEUDE FRANCOISE, MESSAOUI FOUAD, NICOL DANIEL, BARREAU BERNARD, BRY MARGOT, BRIANT MARTIN, MAURICE ALAIN, RENEVOT CHRISTINE, GRANDIN JEAN-JACQUES, GERVIER CLAUDE, DOUSSET ANDRE, BULSARD DANIELE, LE DAHERON CAMILLE, MAHE LOUISETTE, PEZERON EUGENE, MOYON ANDRE, TRAINAU BEATRICE, DESLANDES LYDIA, DESLANDES JACKY, TRON ERIC, LE LAN CLAUDE, LE LAN DANIELLE, LE MEUR FRANCOIS, BALU HENRI, LIMARE MICHEL, AUBARBIER FRANCIS, BERTEAU RENE, PONS OLIVIER, AOSTIN CATHERINE, TESSIER BERNARD, VINCE CLAUDE, CABON FRANCOISE, CABON ANDRE, DAUCE YANNICK, FARAS SYLVIE, BOLOT PHILIPPE, SERVANT PASCALE, SERVANT MICHEL, DONAUD FRANCOISE, MAITIERE PHILIPPE, MEYNARD JEAN CLAUDE, CHAPON RENE, CABON MARGUERITE, BRION JEAN MARIE, DOUBLET MARCEL, BRICHAUX GERMAINE, HULOT HELENE, LEGAL BERNARD, LEGAL LEONE, PICHAVANT GILLES, WIENEVER MICHEL, ARCHIMBAUD MICHEL, LEFRERE CLAUDE, CREPIN JEAN MICHEL, DENIS PASCAL, BERTRAIS CORINNE, SIMON JEAN, AMISSE CHANTAL, DRONEAU PATRICIA, DRONEAU ELIANE, MAHE LISE MARIE, REDOIS DENISE, AOSTIN MAUD, FREHEL HENRI, HALGAND YVON, MANDIN RAPHAEL, MOYOU ROBERT, CARIOU M, HUET CLAUDE, LASSON RENAUD, BERTREL JACQUELINE, DAVID JEAN LOUIS, MONSIEUR JOSIANE, LEBES BERNARD, RABE BERNARD, OUISSE PIERRE, LEROUX DOMINIQUE, MONON NATALIE, LUBERT RAYMONDE, PEMMETIER HUGUES, BOUTEILLER PIERRETTE, MELIER STEPHANE, VEILLON MICHELLE, WOZNIAK NORMA, GARNIER MARIE YVONNE, MOISAN YOLANDE, GUYOMARCH Y, GOUGHARD MICHEL, AOSTIN ALAIN, GERGAUD PATRICK, VINCE YVONNICK, TERRIENNE ANTHONY, TERRIENNE JORDAN, CHAPPELLE ROLANDE, RAMBAUD RENEE, FOUCHER PAULETTE, MICHAUD ERIC, TERRAIS BEATRICE, LEBEL NATHALIE, JOUAND ROMAIN, GUILLARD JULIE, MAHE JESSICA, BONNIN DENIS, CHABERGE THOMAS, BACONNAIS BERNARD, BOUVIER LOUISE, LERAY DANIELLE, VALERO PATRICK, DENNE MARYVONNE, MASSON CHANTAL, PINEAU ELODIE, GUIHENEUF DANIEL, BERNARD JEAN-YVES, METAYER DELPHINE, LEBRASSEUR JEAN CLAUDE, FAUVEL ANTHONY, FOURNIER PATRICIA, GUYON MICHEL, ANQUETIL MADELEINE, AVENARD BERTRAND, REGENT DIDIER, LEBEE RENEE, PERROT YVES, VINCE JACKY, CORRE MICHEL, LE BADO MONIQUE, NICOL GEORGINA, NICOL LAURENT, LECOMTE FRANCOISE, ELIN SYLVETTE, GUISENEUF JEREMIE, THOMAS DANIELLE, LORIO MARIE NOELLE, CORRE MARYVONNE, PINEL SYLVAIN, FLANDRIN, THOBY MICHELINE, CLUZEL SYLVAIN, BROCHARD JEANNINE, DESBOIS RENE, SABATIER LAETITIA, DAVID ANITA, BOUVET MARIE ANNICK, FLANDRIN EVELYNE, FILLONNEAU MIKAEL, CORNET GERMAIN, BOUIER MADELEINE, OLLIVIER REMY, DAVID ANTHONY, OLLIVIER MARIE ANNICK, BONAMY JONATHAN, GRIVAUD CHRISTOPHE, LEVRAY RENEE, PERIER GAELLE, ARNOT JACQUELINE, HELBERT PATRICK, LE BOZEC EMILIE, DAVID CLAUDE, PENIGUEL ELIANE, MOYON SYLVETTE, MOYON LOIC, LE BERT YVONNICK, RIOU ANNE, CORNEILLE ANNE MARIE, BERTHO JEANNE, ANDRE JEAN CLAUDE, JUDIC BRUNO, BOUGANNE DENIS, LEGOFF ANNE, AOSTIN VALERIE, GILLET GHISLAINE, TALDRI BLANCHE, RIVIERE FRANCOISE, PLAGNE CHRISTOPHE, VIAU GINETTE, DEVEAUX NOELLE, BROUSSARD STEPHANIE, GUIHAIRE ALAIN, GUIHAIRE ODILE, AOSTIN PATRICK, PENNANEC'H JACKY, LE MERDY GILLES, LE LIEVIER JANIG, BRICHT CHANTAL, BERNARD SABINE, BROSSAUD YANNICK, FROCRAIN GEORGES, SARDAIS PASCAL, BOROPERT LUDOVIC, AOSTIN PHILIPPE, JEGOUX PIERRETTE, MALAVIALLE PASCAL, PINSON LAURENT, CARNOTA ALAIN, LERAY SYLVIE, CHASLES JEAN-LUC, PACAUD VALERIE, RICA JEAN PAUL, MICHAUD FREDERIC, ROBERT FABIEN, GALLOU MARTINE, DELAUNAY CHRISTIAN, CRIBIER PHILIPPE, BLANDEAU JEAN PAUL, SAULNIER GUY, BILLEY FREDERIQUE, BILLEY CLAIRE, DESMONCEAUX GERALDINE, DAVID STEPHANIE, LEMERLE PASCAL, PANHELLEUX CLAUDE, CHOURAT CHRISTIAN, PIHUIT JAMES, CUPY MAAA, TARTAISIE PATRICIA, FOURE MARIE PAULE, MAHE STEPHANE, BEBIN P., MOYON NATHALIE, MONSIEUR BERNARD, PENNETEUR HUGUES, MAHE LOUISETTE, PEZERON EUGENE, MOYON ODETTE, MOYON AUGUSTIN, MAHE ANDRE, DIVET ALAIN, DIVET LYSIANE, PION ANDRE, MAHE MICHEL, REGENT JEAN PAUL, HALGAND GUY, HALGAND MARIE THERESE, ARNOT JEAN FRANCOIS, ARNOT MARIE, HUARD COLETTE, MOUISSE VIVIANE, DAVID MARC, PERRAUD JEAN CLAUDE, MEIGNEN ANDRE, BERGERONT ANTOINE, BERGERONT MAEL, GRAY PATRICIA, ARNOT JEREMY, LEQUYER THIERRY, DESHAYES JEAN, BOUTET MARIE CHANTAL, EONIN JACKY, JOUBERT PIERRETTE, ROCHEDREUX EVELYNE, POYROUX-FALCHER JO, POYROUX SERGE, FAOU JOEL, GAM

Vite lu...

7 otages au Mali

7 otages parmi lesquels 4 français sont détenus par Al Quaida au Maghreb Islamique depuis 2 ans. Parmi eux Pierre LEGRAND, habitant de Couffé dans la région d'Anenis. Les 4 otages français sont salariés d'AREVA et de leur sous traitant SATOM. Nous adressons à leurs familles tout notre soutien ainsi que le souhait de les voir libres rapidement.



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Publihebdos Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de : Marie-Annick BENÂTRE, Pedro MAIA, Yann VINCE, Mireille PERNOT, Robin SALECROIX, André MAURICE



L'agenda

Lundi 24 décembre : Vente de vins et d'huitres de 10H00 à 12H00 au siège de la fédération.

Vendredi 28 décembre : Vente de vins et d'huitres de 10H00 à 12H00 au siège de la fédération.

Mardi 8 janvier : Assemblée générale des

Vétérans à 17H00 au siège de la fédération.

Mercredi 9 janvier : Réunion du comité local de la section Loire et Sèvre à 18H30, espace beau-tour à Vertou.

Vendredi 11 janvier : Banquet de la section de Nantes à partir de 19H00, Maison des Habitants de Bellevue à Nantes.